

**Le Médiateur de l'UA
a la manœuvre pour la paix**
**FAURE GNASSINGBÉ
AU SOMMET DES
GRANDS LACS A PARIS**

P.2



TOGOREVEIL

Le pari d'une actualité qui réveille

TR 646 du 31 Octobre 2025

Prix: 250 FCFA / Etranger 1€



Le Togo Ouvre la Voie

DOGTA-LAFIE, PREMIER HOPITAL AFRICAIN A TRAITER LE CANCER DE LA PROSTATE PAR ROBOTIQUE

P.4



5^e République :
**KOMI SELOM
KLASSOU, PRESIDENT
DE L'ASSEMBLEE
NATIONALE**

P.3



**MME YAWA DJIGBODI TSEGAN
PREND LES COMMANDES DE L'OFFICE
TOGOLAIS DES RECETTES**

P.5

■ **Marquage automatisé des marchandises**

P.5

UNE DELEGATION SENEGALAISE EN IMMERSION A L'OTR

■ **Lomé, carrefour du progrès :**

P.5

**QUAND LE PORT ET L'AEROPORT PROPULSENT L'ECONOMIE
TOGOLAISE**

■ **Santé pour tous**

PLUS DE 2 150 FORMATIONS SANITAIRES AU SERVICE DES TOGOLAIS

Construction de l'Université de Kara

P.7

**LA PRESIDENTE PRENAM HOUZOU MOUZOU
INSISTE SUR LA CONFORMITE ET
LE DELAI DE LIVRAISON**



Le Médiateur de l'UA a la manœuvre pour la paix

FAURE GNASSINGBÉ AU SOMMET DES GRANDS LACS A PARIS



La paix en Afrique ne se décrète pas, elle se construit. C'est dans cet esprit que le Président du Conseil du Togo, Faure Essozimna Gnassingbé, a pris part à Paris à une conférence internationale sur la paix et la prospérité dans la région des Grands Lacs,

coorganisée par le Togo et la France. En sa qualité de Médiateur de l'Union africaine pour la RDC, il y a porté la voix d'un Togo engagé, rassembleur et résolument tourné vers des solutions africaines aux défis africains. Cette participation confirme le rôle croissant du Togo

comme acteur de stabilité et de dialogue sur la scène continentale.

Une diplomatie togolaise active pour la stabilité régionale

Le 30 octobre 2025, la capitale française a accueilli une conférence internationale consacrée à la paix et à la prospérité dans la région des Grands Lacs, notamment dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC). Cette rencontre, organisée à l'initiative conjointe du Togo et de la France, a réuni des chefs d'État, des diplomates, des partenaires internationaux et des représentants d'organisations régionales.

Le Président du Conseil du Togo, Faure Essozimna Gnassingbé, y a pris part en sa qualité de Médiateur de l'Union africaine dans le conflit en RDC, confirmant le rôle central que joue le Togo dans les efforts de résolution des crises africaines.

Une initiative conjointe pour la paix et la prospérité

Ce sommet vise à mobiliser la communauté internationale autour d'une réponse coordonnée à l'urgence humanitaire et

sécuritaire dans la région des Grands Lacs. Il s'inscrit dans une logique de solidarité africaine, de coopération multilatérale et de promotion d'un développement durable et inclusif.

Le Togo, par cette initiative, réaffirme sa volonté de contribuer activement à la paix continentale, en mettant en avant son expérience diplomatique, sa neutralité constructive et son engagement pour les solutions africaines aux défis africains.

Un leadership togolais salué

La participation du Président du Conseil à ce sommet témoigne de la montée en puissance de la diplomatie togolaise, qui ne se limite plus aux enjeux nationaux mais s'étend aux grandes causes régionales. En tant que médiateur, Faure Gnassingbé joue un rôle de facilitateur entre les parties, tout en appelant à une mobilisation internationale pour soutenir les efforts de paix.

Ce positionnement renforce la stature du Togo comme acteur crédible, engagé et respecté sur la scène africaine et internationale.

Germain POULI

Faure Gnassingbé à Luanda :

POUR UNE AFRIQUE QUI FINANCE SA SOUVERAINETE

À l'occasion du 3^e Sommet de Luanda sur le financement des infrastructures en Afrique, qui s'est tenu ce 28 Octobre 2025 à Luanda en Angola, le Président du Conseil du Togo, Faure Essozimna Gnassingbé, a lancé un appel puissant à l'action collective pour bâtir une Afrique intégrée, souveraine et prospère, capable de financer ses propres ambitions.

Placée sous le thème « Capitaux, corridors, commerce : investir dans les infrastructures pour la ZLECAf et la prospérité partagée », cette rencontre a réuni chefs d'État, investisseurs et institutions africaines autour d'un enjeu central : transformer les idées en infrastructures concrètes.

Mobiliser le capital africain : une urgence stratégique

Champion du Marché unique du transport aérien africain (MUTAA), Faure Gnassingbé a souligné que l'Afrique dispose de ressources financières considérables, mais trop souvent investies hors du continent. Il a plaidé pour la création de mécanismes africains de co-investissement, de garanties de crédit régionales et de plateformes publiques-privées capables de canaliser l'épargne africaine vers les infrastructures industrielles,



énergétiques et logistiques.

« Le financement de nos infrastructures ne viendra pas uniquement de l'aide extérieure. Il repose sur notre capacité à valoriser nos propres ressources pour bâtir l'Afrique que nous voulons. »

Corridors intégrés : les artères de la compétitivité africaine

Le Président du Conseil a mis en

lumière le rôle stratégique des corridors économiques — routes, rails, ports, réseaux énergétiques et numériques — dans l'intégration régionale. Il a partagé l'expérience du Togo, où les infrastructures sont pensées comme des vecteurs de chaînes de valeur locales et régionales.

« Lorsqu'un corridor fonctionne, les coûts logistiques s'effondrent, le temps de transit diminue. C'est ainsi

que des pays enclavés deviennent de vraies plateformes d'échange. »

ZLECAf : transformer l'ambition en espace économique réel

Faure Gnassingbé a rappelé que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) ne pourra se concrétiser sans des infrastructures interconnectées et performantes. Il a insisté sur la nécessité de routes

fluides, ports efficaces, énergie stable et réseaux numériques interopérables pour faire de la ZLECAf un moteur d'industrialisation et d'emploi.

Construire mieux : durabilité, inclusion et transparence

Le Président du Conseil a appelé à bâtir des infrastructures durables, résilientes et inclusives, capables de résister aux chocs climatiques, d'intégrer les énergies propres et de profiter à tous, jeunes, femmes, entrepreneurs. « Construire, c'est bien. Mais construire mieux, est essentiel. »

Une Afrique qui coordonne, mutualise et inspire confiance

Faure Gnassingbé a conclu en réaffirmant l'engagement du Togo à contribuer à une Afrique qui mutualise ses moyens, renforce la confiance entre les États et place les populations au cœur de chaque politique de développement. Le Sommet de Luanda s'impose ainsi comme un tournant décisif pour une Afrique qui ne demande pas, mais qui agit, investit et construit sa souveraineté.

Patrick NIMA

ACHETER UN TERRAIN SEMBLE ASSEZ FACILE

Et Pourtant... Une Montagne de Problèmes peut se dresser devant vous

FAITES VOUS ACCOMPAGNER

FRIMET
...Une Afrique des métiers

+228 70 15 15 90

Capitaux pour l'Afrique :

FAURE GNASSINGBE A LUANDA, AU CŒUR DE LA TRANSFORMATION CONTINENTALE

Le Président du Conseil du Togo, Faure Essozimna Gnassingbé, participe ce 28 Octobre 2025 au 3^e Sommet de Luanda sur le financement des infrastructures en Afrique, à l'invitation du Président angolais João Manuel Gonçalves Lourenço, Président en exercice de l'Union africaine. Ce rendez-vous stratégique, placé sous le thème « Capitaux, corridors, commerce : investir dans les infrastructures pour la ZLECAF et la prospérité partagée », réunit les plus hautes autorités africaines, des investisseurs internationaux et des partenaires au développement autour d'une ambition commune : bâtir les fondations d'une Afrique connectée, résiliente et prospère.



Le Sommet de Luanda offre ainsi une plateforme de haut niveau pour renforcer les partenariats, valoriser les acquis togolais et impulser une coopération structurante au service de la transformation continentale.

Vers une Afrique résiliente et interconnectée

Les conclusions de cette troisième édition du Sommet devraient servir de référence pour la mise en œuvre des projets structurants liés aux corridors de transport, à la transformation numérique, à l'accès à l'énergie et à la résilience urbaine face aux défis climatiques. Elles contribueront à consolider une Afrique capable de mobiliser ses ressources, d'attirer les investissements et de bâtir une prospérité partagée.

En participant activement à cette rencontre, Faure Gnassingbé réaffirme l'engagement du Togo en faveur d'une Afrique souveraine, solidaire et tournée vers l'avenir.

Togoreveil

Une tribune pour l'intégration africaine

Organisé par la Commission de l'Union africaine et l'AUDA-NEPAD, le Sommet de Luanda s'inscrit dans la dynamique de mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Il vise à accélérer les investissements dans les infrastructures stratégiques, en cohérence avec le Programme de

développement des infrastructures en Afrique (PIDA) et le Plan directeur de connectivité régionale et continentale.

Les échanges porteront sur des secteurs clés tels que l'énergie, l'eau, l'assainissement, les transports et la mobilisation des capitaux nationaux, avec pour objectif de renforcer les corridors

économiques et les chaînes de valeur transfrontalières.

Le Togo, un acteur central de la logistique régionale

La présence du Président du Conseil Faure Gnassingbé à Luanda reflète sa vision stratégique de positionner le Togo comme

un hub logistique et commercial de premier plan en Afrique de l'Ouest. À travers ses réformes ambitieuses et ses investissements dans les infrastructures portuaires, routières et numériques, le Togo incarne une approche intégrée du développement, fondée sur la connectivité, la compétitivité et l'inclusion.

5^e République :

KOMI SELOM KLASSOU, PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE



comme centre de gravité du pouvoir politique, avec une Assemblée nationale renforcée dans ses prérogatives législatives et de contrôle. Klassou succède à Kodjo Adédzè, nommé ministre dans le tout premier gouvernement de la 5^e République, confirmant une dynamique de continuité et de repositionnement stratégique des figures institutionnelles.

Un tandem parlementaire au service de la souveraineté

Aux côtés de Barry Boussa Barqué, président du Sénat, Klassou forme le tandem du nouveau Parlement bicaméral, garant de l'équilibre des pouvoirs, de la cohésion nationale et de la souveraineté républicaine. Leur complémentarité incarne une gouvernance apaisée, fondée sur l'expérience, la loyauté et l'engagement envers les idéaux de la République.

Un parcours académique et politique exemplaire

Professeur titulaire en hydro-climatologie, géographe de formation, Komi Sélo Klassou est un universitaire rigoureux, ancien maître de conférences à l'Université de Lomé et de Kara. Son expertise scientifique et son sens de la méthode ont marqué son passage à la primature entre 2015 et 2020, où il a incarné une gouvernance discrète, efficace et républicaine. Son élection à l'unanimité témoigne de la confiance des députés et de la reconnaissance de ses qualités : rigueur, fidélité, sens élevé de l'État et capacité à fédérer.

Une République en marche

L'arrivée de Klassou à la tête de l'Assemblée nationale symbolise la maturité institutionnelle du Togo, engagé dans une nouvelle ère de gouvernance parlementaire, de justice sociale et de souveraineté assumée. Le peuple togolais, uni et confiant, poursuit sa marche vers un avenir de paix, de dignité et de développement partagé.

Une élection au cœur de la nouvelle architecture de l'État

L'élection de Klassou s'inscrit dans le cadre du passage du Togo à un régime parlementaire, fondement de la 5^e République. Ce changement consacre le Parlement



Abonnez-vous ou achetez la version pdf de votre journal dès aujourd'hui !



www.perspectiveinfo.com/togoreveil



TOGOREVEIL
Le pari d'une actualité qui réveille

Visitez notre page web

- Politique
- Education
- Culture
- Economie
- Société

www.togoreveil.com



TOGOREVEIL	
DIRECTEUR DE PUBLICATION Germain POULI COMITÉ DE RÉDACTION Komi YAND Marcel A. SOGLO Loundou KAWANA Patrick Nima Péggy SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITÉ Aissata TOURE SECRÉTARIAT Micheline MENSAH INFOGRAPHIE Alex KPATIDE (91 77 29 84)	DISTRIBUTION ET ABONNEMENT Tél: 22 38 18 58 02 BP 20061 LOMÉ Adresse 585, Avenue du Grand Séminaire Hédrénawoé face Ets VINS D'ITALIE Tél: 22 61 12 19 / 22 38 18 58 80 02 76 54 E-mail: gpouli@yahoo.fr Tirage 4000 Exemplaires IMPRIMERIE RAD GRAPHIC SARL U

Togoreveil

Le Togo Ouvre la Voie :

DOGTA-LAFIE, PREMIER HOPITAL AFRICAINE A TRAITER LE CANCER DE LA PROSTATE PAR ROBOTIQUE



À Lomé, l'Hôpital Dogta-Lafié vient d'inscrire le Togo sur la carte mondiale de la médecine de précision en devenant le premier établissement africain à s'équiper du FOCAL ONE, une technologie robotisée de dernière génération développée pour le traitement du cancer de la prostate. Cette avancée positionne le Togo comme un pionnier continental dans la lutte contre les cancers masculins.

Une révolution médicale sans incision ni radiothérapie

Le FOCAL ONE permet de détruire les cellules cancéreuses grâce à des ultrasons focalisés de haute intensité, sans recourir à la chirurgie ni à la radiothérapie. Cette approche

non invasive offre une précision millimétrique dans le ciblage des tumeurs, réduit considérablement les effets secondaires et accélère la convalescence des patients. Une prouesse technologique qui fait de Dogta-Lafié un acteur clé de la médecine de haute précision en Afrique.

Un centre de maternité d'excellence et un engagement fort pour la santé des femmes

L'innovation ne s'arrête pas là. L'Hôpital Dogta-Lafié a également inauguré un centre de maternité ultramoderne, doté de blocs obstétricaux connectés, de suites post-natales confortables et d'un service de suivi néonatal de haute précision. Chaque étape,

de la grossesse à la naissance, est pensée pour offrir sécurité, humanité et soins de pointe.

En ce mois d'octobre, l'établissement s'engage pleinement dans la campagne Octobre Rose, avec un centre dédié à la détection précoce du cancer du sein. Équipé de mammographie 3D et d'imagerie numérique de dernière génération, il organise des journées de dépistage gratuit, portées par un message fort : « Se faire dépister, c'est se donner la chance de vivre. »

Une vision nationale portée par l'Assurance Maladie Universelle

Ces initiatives s'inscrivent dans la dynamique de l'Assurance Maladie Universelle (AMU),

mise en œuvre par le gouvernement togolais pour garantir un accès équitable aux soins. Grâce à cette réforme, des milliers de Togolais bénéficient aujourd'hui d'une prise en charge médicale qui transforme le quotidien des familles.

Avec ses blocs opératoires robotisés, ses unités d'imagerie connectées, ses laboratoires de pointe et ses équipes internationales, Dogta-Lafié incarne une Afrique qui soigne, innove et inspire. Un continent qui ne se contente plus d'espérer, mais qui agit avec excellence.

G.P

MME YAWA DJIGBODI TSEGAN PREND LES COMMANDES DE L'OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES



L'Office Togolais des Recettes (OTR) a un nouveau Commissaire général. Il s'agit de Mme Yawa Djigbodi Tsègan nommée en remplacement de M. Philippe Kokou Tchodié, appelé à d'autres fonctions. La cérémonie de passation de charges s'est déroulée le vendredi 24 octobre 2025 au siège de l'institution à Lomé, en présence du Ministre des finances et du budget, M. Georges Essowè Barcola, du Président du Conseil d'administration de l'OTR et de plusieurs cadres de l'institution.

Une nouvelle ère pour l'OTR

Mme Tsègan, fiscaliste de profession et ancienne Présidente de l'Assemblée Nationale, apporte à l'OTR une riche expérience institutionnelle et de réforme des finances publiques. Elle a pris fonction ce vendredi 24 octobre 2025 et a exprimé sa détermination à poursuivre la mission stratégique de l'OTR, qui est de mobiliser

efficacement les ressources publiques dans un esprit d'équité, de transparence et de performance.

Un défi à relever

La nouvelle Commissaire générale a salué le travail accompli par son prédécesseur et a invité chaque collaborateur à œuvrer dans un esprit d'unité, d'innovation et de redevabilité afin de bâtir une administration fiscale et douanière exemplaire au service du développement du Togo.

Une nouvelle phase de modernisation

L'OTR entre dans une nouvelle phase de modernisation, avec la loi du 1er avril 2025 qui redéfinit son cadre juridique, renforce sa gouvernance et recentre son action autour de la performance et du service au contribuable. Mme Tsègan est déterminée à relever ce défi et à faire de l'OTR une institution exemplaire.

Lomé, carrefour du progrès :

QUAND LE PORT ET L'AÉROPORT PROPULSENT L'ÉCONOMIE TOGOLAISE



Dans un monde où la rapidité des échanges et la fluidité des connexions déterminent la compétitivité des nations, le Togo a fait un choix stratégique : investir dans la performance logistique. À travers le port autonome de Lomé et l'aéroport international Gnassingbé Eyadema, le pays affirme sa vocation de hub régional, capable de relier l'Afrique de l'Ouest au reste du monde. Ces deux infrastructures ne sont pas de simples points de transit : elles incarnent la souveraineté économique, la vision d'un État moderne, et la volonté de bâtir une croissance durable, inclusive et rayonnante. Le présent article met en lumière leur rôle central dans l'essor togolais, chiffres à l'appui. Une vision logistique au cœur du développement. Le Togo a fait de la connectivité son levier de transformation. En

investissant dans des infrastructures portuaires et aéroportuaires de pointe, le pays s'est imposé comme un acteur logistique incontournable en Afrique de l'Ouest. Le port autonome de Lomé et l'aéroport international Gnassingbé Eyadema ne sont pas de simples infrastructures : ils incarnent la puissance économique d'un pays en mouvement, résolument tourné vers l'avenir.

Le port de Lomé : pilier maritime de la sous-région

Seul port en eau profonde de la sous-région capable d'accueillir des navires de troisième génération, le port de Lomé capitalise sur cet atout naturel pour se hisser parmi les plateformes les plus performantes du continent. En 2024, son trafic global a atteint 30,6 millions de

tonnes, en hausse de 1,85 % par rapport à l'année précédente. Le trafic conteneurisé a également progressé de 5,19 %, atteignant 2 millions d'EVP. Ce dynamisme s'accompagne d'une vocation régionale affirmée : le port sert de porte d'entrée et de sortie pour les pays enclavés comme le Niger, le Burkina Faso et le Mali, grâce à une connectivité terrestre en constante amélioration. Mais au-delà des chiffres, le port incarne une ambition durable. Il s'engage dans la réduction de son empreinte écologique à travers la gestion optimisée des déchets, le contrôle des émissions polluantes et la promotion des énergies renouvelables. Sa digitalisation via le guichet unique renforce la transparence, fluidifie les procédures et attire les investisseurs.

L'aéroport de Lomé : hub aérien en pleine ascension

Avec 1,5 million de passagers accueillis en 2024 — soit une croissance de 6 % — l'aéroport international Gnassingbé Eyadema confirme son rôle de plaque tournante aérienne. Desservant 39 destinations avec 11 compagnies régulières et près de 17 000 mouvements d'aéronefs, il ambitionne d'atteindre les 2 millions de passagers annuels dans les prochaines années. Les investissements réalisés dans la modernisation de l'aérogare, l'extension du terminal et la mise à niveau des équipements de navigation aérienne témoignent d'une volonté claire : faire de Lomé un hub aérien de référence en Afrique.

Un duo stratégique au service de la souveraineté économique

Ensemble, le port et l'aéroport forment un tandem stratégique qui incarne la souveraineté logistique du Togo. Ils traduisent une vision claire : celle d'un pays qui maîtrise ses flux, qui rayonne au-delà de ses frontières, et qui fait de la performance infrastructurelle un moteur de croissance inclusive et durable. Ce modèle togolais inspire. Il montre qu'en misant sur l'efficacité, la durabilité et l'innovation, un pays peut transformer ses infrastructures en leviers de puissance régionale.

Togoreveil

Marquage automatisé des marchandises

UNE DÉLEGATION SÉNÉGALAISE EN IMMERSION À L'OTR



Une délégation des régies financières du Sénégal, composée de hauts responsables des Impôts et des Douanes, séjourne au Togo depuis le lundi 27 octobre 2025. Cette visite s'inscrit dans le cadre d'un programme d'échanges techniques sur le marquage fiscal automatisé des marchandises, une technologie stratégique pour la lutte contre la fraude et l'optimisation des recettes. Initiée par les plus hautes autorités sénégalaises, cette mission vise à tirer des enseignements de l'expérience togolaise en matière de marquage fiscal, notamment celle mise en œuvre par l'Office Togolais des Recettes (OTR) en partenariat avec la société SICPA. Le Sénégal ambitionne ainsi de renforcer son dispositif de traçabilité des produits, élargir son assiette fiscale et améliorer la collecte des recettes douanières et fiscales.

Rencontre institutionnelle

En prélude aux travaux techniques, une séance de

prise de contact s'est tenue au siège de l'OTR. Elle a été présidée par le Colonel Atta-Kakra Kwawo Essien, Commissaire des Douanes et Droits Indirects, qui assure également les fonctions de Commissaire des Impôts. Il représentait Madame le Commissaire Général de l'OTR. Cette rencontre a permis de poser les bases d'un dialogue fructueux entre les deux administrations fiscales.

Vers une coopération renforcée

La délégation sénégalaise devrait participer à plusieurs sessions de travail, incluant des visites de sites, des démonstrations techniques et des échanges d'expertise sur les mécanismes de contrôle et de sécurisation des produits soumis à accise. L'objectif est de favoriser une coopération Sud-Sud efficace et durable dans le domaine de la gouvernance fiscale.

YAWO Komla

Sécurisation du Foncier Public

LE GRAND LOMÉ EXIGE LES PREUVES D'OCCUPATION DES RÉSERVES ADMINISTRATIVES



Les occupants des réserves de l'État du Grand Lomé sont sommés d'apporter leurs pièces justificatives. A la faveur d'une note, le ministre de l'Administration territoriale, Hodabalo Awaté, a demandé aux maires du Grand Lomé de collecter les preuves légales d'occupation des réserves administratives de la région. Cette action est motivée par le fait que de nombreux occupants de ces domaines publics de l'État affirment y être légalement, malgré leur identification comme propriétés de l'État lors d'un précédent recensement. Les occupants sont tenus de fournir des documents justificatifs tels que des arrêtés d'attribution, d'affectation, de cession, de bail ou des contrats d'échange, ainsi qu'un plan parcellaire détaillé. Cette démarche s'inscrit dans la continuité du recensement des réserves administratives effectué l'année précédente, qui avait accordé un délai d'un an aux occupants illégaux pour libérer les terrains. L'objectif final est de sécuriser le patrimoine foncier de l'État, de clarifier le statut de chaque parcelle et d'assurer une gestion foncière transparente. À noter que depuis le 1er octobre, des équipes techniques installent des panneaux d'identification sur toutes les réserves recensées dans les 13 communes du Grand Lomé.

Elysé J



Caisse Nationale de Sécurité Sociale - CNSS

N° 01025 /CNSS/DG/DAICE/RD

COMMUNIQUE

Opération de contrôle de vie des pensionnés et rentiers relevant du régime de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale résidant au Togo et à l'étranger

Le Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) du Togo porte à la connaissance des bénéficiaires de pensions et de rentes relevant du régime de ladite institution, résidant sur le territoire national et à l'étranger, que l'opération de contrôle de vie en vue du maintien des paiements des pensions et rentes pour le compte du premier semestre 2026 aura lieu du **03 novembre au 31 décembre 2025**.

L'opération se déroulera à distance et consistera à collecter des données biométriques des bénéficiaires via « **BIOSECU** » sur le portail électronique www.cnss.tg ou par le lien <https://biosecu.cnss.tg>. Elle concernera tous les pensionnés et rentiers régulièrement payés jusqu'à la fin du mois d'**octobre 2025**.

NB : Les bénéficiaires concernés doivent disposer d'une pièce d'identité valide (Carte nationale d'identité, carte AMU, carte d'électeur, permis de conduire, carte de séjour, livret d'épargne) et d'un numéro de téléphone opérationnel puis, se référer à la notification d'attribution du droit ou au récépissé du dernier contrôle de vie pour relever les références du droit (N° du droit, N° Assurance) avant de se connecter à « **BIOSECU** ».

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter en lignes directes :

(+228) 22 53 56 09 / 22 53 56 10 et par WhatsApp : 91 52 33 33 / 91 54 33 33.

Le Directeur Général de la CNSS rappelle aux bénéficiaires concernés que le paiement des droits de ceux qui n'effectueront pas ladite opération sera suspendu à compter de janvier 2026 conformément au code de sécurité sociale.

Fait à Lomé, le 16 OCT. 2025

Le Directeur Général
Ingrid AWADE

Boulevard Eyadéma 1 BP 88 Lomé 1 et 1 BP 188 Lomé 1 LOMÉ - TOGO Tél: (228) 22 25 96 96 | (228) 22 53 55 00 | contact@cnss.tg | www.cnss.tg

BIA-TOGO 00136280007 - 84
IB BANK 05904200167 - 88
Ecobank 7010231400063401
BSIC 010001041461
BOA 01002 001103970008 38

CCP - LOMÉ 8310002011001000
SUNU BANK 11364150018
NSIA Banque 223004172016 - 68
Banque Atlantique 040251980006 21
SOCIETE GENERALE 01900 000024320101 46

UTB 310040544004000
SIAB 01251104005071
ORABANK Lomé 030301992001-83
AFRICAN LEASE 00120040178 60
CORIS BANK 01001 000241024101 96

Construction de l'Université de Kara

LA PRESIDENTE PRENAM HOUZOU MOUZOU INSISTE SUR LA CONFORMITE ET LE DELAI DE LIVRAISON

Le samedi 25 octobre 2025, le Comité technique de suivi des travaux de construction des infrastructures pédagogiques et administratives de l'Université de Kara a tenu une séance de travail sur le Campus Nord à Pya. Cette réunion, dirigée par la Présidente de l'Université, le Professeur Prénom Houzou-Mouzou, a été l'occasion pour les membres du comité de faire le point sur l'avancement des travaux.

Une séance de travail productive

Au cours de cette réunion, les membres du comité ont procédé à la lecture, à l'amendement et à l'adoption du procès-verbal de la précédente séance. Cette étape importante a permis de valider les décisions prises précédemment et de définir les prochaines étapes. Ensuite, le comité a effectué une visite du chantier pour examiner

l'état d'avancement des travaux de la phase 1.

Évaluation de la progression des travaux

Les échanges entre les membres du comité et les responsables du cabinet DEROU et Envol Partenariats Togo, chargés de la réalisation des travaux de construction, ont permis d'évaluer la progression des travaux et d'identifier les défis liés à leur mise en œuvre. Les responsables du projet ont assuré que la livraison du gros œuvre est attendue avant la date prévue, ce qui constitue un engagement fort de leur part.

Vers une livraison prochaine

Cette séance de travail a été l'occasion pour les membres du comité de s'assurer que les travaux avancent conformément aux plans et aux délais prévus. La Présidente



de l'Université, le Professeur Prénom Houzou-Mouzou, a souligné l'importance de respecter les délais pour permettre à l'université de disposer de nouvelles infrastructures

pédagogiques et administratives de qualité. L'Université de Kara peut-elle espérer une livraison prochaine des travaux ? Les prochains jours nous donneront plus de détails sur

l'évolution de la situation.

Patrick NIMA

Made in Togo, moteur de croissance

QUAND L'ÉTAT PROPULSE LES TRANSFORMATEURS VERS LES SOMMETS



Longtemps laissés à eux-mêmes, les transformateurs togolais sont aujourd'hui au cœur d'une dynamique nationale ambitieuse. L'État togolais a fait le choix stratégique de les accompagner, de les structurer et de les propulser sur les marchés locaux, régionaux et internationaux. À travers des outils numériques, des foires, des investissements ciblés et des réformes logistiques, le pays transforme la transformation. Ce nouvel écosystème ouvre des perspectives inédites pour les entrepreneurs, les producteurs et l'économie nationale. C'est une volonté qui repose sur des leviers tels que la transparence des procédures, la promotion de la consommation locale, les foires internationales ou encore les projets structurants dans les filières agricoles. Tout ceci crée un environnement de croissance qui nourrit le transformateur togolais, peu importe le domaine dans lequel il exerce.

Des outils numériques

Le lancement du Togo Trade Portal illustre

parfaitement cette ambition de rendre plus accessibles les marchés extérieurs. Cette plateforme facilite les procédures d'exportation et renforce la transparence des formalités. Pour de nombreux entrepreneurs, elle représente une véritable porte d'entrée vers la sous-région et au-delà, en réduisant les délais et en clarifiant les règles. L'idée est donc de faire tomber les barrières administratives pour permettre aux produits transformés togolais de circuler plus librement, en particulier dans l'espace Cedeao.

Sur le marché intérieur, le gouvernement n'a cessé de multiplier les initiatives pour promouvoir la consommation locale. La foire Made in Togo et la Foire internationale de Lomé sont devenues des vitrines de choix pour les transformateurs.

En 2024, par exemple, la Foire internationale de Lomé a réuni 1 300 exposants contre 1 200 l'année précédente et généré 680 rencontres d'affaires, soit une centaine de plus qu'en 2023. Mieux encore, 203 promesses de partenariats y ont été nouées. Pour les petites et moyennes entreprises de transformation, cela signifie des contrats, des carnets de

commandes mieux garnis et, surtout, une reconnaissance nouvelle.

Un répertoire pour structurer l'offre togolaise à l'export

La volonté d'asseoir la présence des produits transformés sur les marchés internationaux a conduit à la mise en place, fin 2024, d'un répertoire national des exportateurs du secteur agroalimentaire. Cet outil, validé en novembre, permet d'identifier et de valoriser les transformateurs capables de répondre aux standards des marchés extérieurs.

Au-delà de la mise en réseau, ce répertoire constitue un instrument de crédibilité pour les entreprises qui cherchent à séduire de nouveaux partenaires.

Cette conquête des marchés s'appuie également sur des investissements solides. L'exemple de l'usine Togo Soja, fruit d'un investissement de 16 milliards de francs CFA, illustre bien la volonté de donner aux filières stratégiques une nouvelle dimension.

Dans le même temps, le Projet de transformation agroalimentaire du Togo (PTA-

Togo) a fait bondir les superficies cultivées : le maïs est passé de 738 hectares en 2022 à 3 569 hectares en 2024, tandis que le soja couvre désormais plus de 1 500 hectares. Avec ces chiffres, on comprend mieux que les transformateurs ne manquent plus de matière première pour alimenter leurs chaînes de production.

Les Zaap rapprochent les producteurs et les transformateurs

Le déploiement de 32 zones d'aménagement agricole planifiées (Zaap) sur près de 12 000 hectares constitue une autre avancée majeure. Ces zones, aménagées et équipées, facilitent la collecte, le stockage et la mise en marché des produits agricoles.

Pour les transformateurs, elles représentent une garantie de visibilité et de qualité dans l'approvisionnement. Pour les producteurs, elles offrent une porte d'entrée vers des circuits organisés où la transformation locale crée une valeur ajoutée immédiate.

En 2024, les exportations togolaises vers la Cedeao ont atteint 53 milliards de francs CFA, confirmant que les produits Made in Togo séduisent de plus en plus les consommateurs de la sous-région. L'industrie nationale, quant à elle, a affiché une croissance de 10,5 %, largement portée par l'essor de la transformation agroalimentaire.

Ces performances traduisent un double dynamisme : l'élargissement des débouchés et l'augmentation des revenus pour les entrepreneurs et transformateurs locaux. Des chiffres qui reflètent des revenus accrus pour les acteurs du secteur, des emplois nouveaux dans les zones rurales et une visibilité renforcée pour les marques locales.

Togoreveil

Santé pour tous :**PLUS DE 2 150 FORMATIONS SANITAIRES AU SERVICE DES TOGOLAIS**

Le Togo franchit un cap historique dans l'accès aux soins. En l'espace de trois ans, le nombre de formations sanitaires est passé de 1 320 en 2021 à 2 152 en 2022, soit une progression de 63 %. Ce bond n'est pas qu'une affaire de chiffres : il incarne une volonté politique forte de rapprocher les soins des citoyens, partout sur le territoire. Des villages reculés aux grandes agglomérations, une chaîne sanitaire cohérente se déploie, portée par le Plan national de développement sanitaire (PNDS 2023-2027). L'objectif est clair : garantir une équité territoriale, moderniser les

équipements, et bâtir les fondations d'une couverture sanitaire universelle. Avec 18 794 agents de santé recensés en 2021, dont 12 800 dans le secteur public, et des investissements ciblés dans les zones rurales, le Togo transforme son paysage médical. Les femmes enceintes, les enfants, les familles isolées trouvent désormais des soins à proximité, dans des centres mieux équipés et plus accessibles. Ce progrès n'est pas une promesse : c'est une réalité vécue, chiffrée, et partagée par des milliers de Togolais. Des centres médico-sociaux dans les

villages reculés aux hôpitaux modernes dans les villes, une chaîne cohérente se met en place pour que nul ne soit laissé en marge des soins essentiels. La progression est manifeste.

Évolution du nombre

De Lomé à Dapaong, les soins de santé sont fournis aux populations dans les structures publiques et privées, qu'elles soient associatives, confessionnelles ou libérales. Le Plan national de développement sanitaire (PNDS 2023-2027) précise que l'organisation des soins est pyramidale et à 3 niveaux (périphérique, intermédiaire et central).

Les soins de premier niveau sont structurés autour de 3 échelons : l'agent de santé communautaire (ASC) qui assure par délégation les soins au niveau familial et des communautés et qui est appelé à jouer le rôle d'interface entre la communauté et les services de santé; l'unité de soins périphériques (USP) comme base du système de soins et à partir de laquelle sont menées des activités de proximité en stratégie fixe et vers les populations; l'hôpital de district (HD) qui constitue le premier niveau de référence.

Le deuxième niveau est animé par les hôpitaux de région (centres hospitaliers régionaux - CHR) et certaines spécificités régionales. Le troisième niveau concerne les centres hospitaliers universitaires (CHU) et les hôpitaux spécialisés de référence.

En 2019, le nombre de formations sanitaires était de 1 297. Il est passé à 1 320 en 2021

puis à 2 152 en 2022. Ce chiffre a dû évoluer grâce aux initiatives déclenchées à partir de 2022 jusqu'à ce jour. S'agissant de l'effectif total du personnel de santé du secteur public et privé en 2021, il s'élevait à 18 794 contre 18 372 en 2020, ce qui équivaut à une progression de 422 agents. Seuls les agents du secteur public étaient estimés à 12 800.

Une vie facilitée en zones rurales

L'accent ces dernières années a été considérablement mis en milieu rural où les habitants vivaient trop souvent le désarroi de devoir patienter ou se déplacer loin pour une simple consultation. Désormais, la proximité des services de santé redonne confiance et soulage des milliers de familles. Les femmes enceintes trouvent plus facilement un accompagnement médical, les enfants bénéficient d'une meilleure prise en charge. Dans la région de la Kara par exemple, le nombre d'établissements de soins était de 186 en 2022, 134 dans la région des Savanes, 153 dans la région centrale, 358 dans les Plateaux... Au-delà de l'extension des infrastructures, l'État mise aussi sur leur qualité. Les centres disposent de plus en plus d'équipements modernes, permettant un diagnostic plus précis et un traitement plus efficace. C'est aussi une avancée vers la couverture sanitaire universelle.

Patrick NIMA

Financer la vie :**PLUS DE 444 MILLIARDS INVESTIS POUR LA SANTE DES TOGOLAIS**

Entre 2017 et 2021, le Togo a injecté 444,7 milliards de francs CFA dans son système de santé, soit 82,8 % des financements prévus. Ce choix stratégique reflète une conviction forte : la santé n'est pas une dépense, c'est un investissement dans la dignité et le développement.

Grâce à ces ressources, des centres de santé ont été équipés, des infrastructures hospitalières modernisées, et des formations sanitaires implantées jusque dans les zones les plus reculées. Le budget alloué par l'État est passé de 28,4 milliards en 2017 à 40,5 milliards en 2021, avec une moyenne annuelle de 36 milliards, représentant 7 % du budget national.

En 2025, le ministère de la Santé bénéficie d'un budget de 114 milliards, dont 63 milliards pour améliorer les services, 26 milliards pour lutter contre les maladies, et 3 milliards pour les équipements. Derrière ces chiffres, ce sont des vies sauvées, des familles soulagées, et une espérance de vie qui s'élève.

Le Togo ne finance pas seulement des structures. Il finance l'accès, la justice sociale, et l'avenir sanitaire de toute une nation.

L'engagement financier se traduit par une meilleure accessibilité aux soins. Les budgets alloués

permettent l'équipement de centres de santé, l'implantation de nouvelles formations sanitaires dans les zones reculées. Ils favorisent également l'amélioration de la qualité des infrastructures hospitalières. Chaque franc injecté vise à réduire les inégalités d'accès aux soins et à rapprocher les services de santé des populations qui en étaient autrefois exclues.

Des milliards investis

Selon le ministère de la Santé, de l'Hygiène publique et de l'Accès universel aux soins, la mobilisation des financements pour le secteur de la santé de 2017 à 2021 a été conséquente. Au cours des 5 dernières années, un montant de 444,698 milliards de francs CFA a été trouvé contre 537,195 milliards de francs prévus, soit une réalisation de 82,8 %.

En considérant leurs sources, 40,72 % proviennent des ressources propres de l'État, 33,67 % des partenaires et 25,61 % des recettes des formations sanitaires. Au cours de la même période, le budget de l'État alloué sur ressources internes au secteur de la santé en valeur absolue est passé de 28,464 milliards en 2017 à 40,471 milliards en 2021, soit une allocation moyenne de plus de 36 milliards de francs par an, correspondant en moyenne à 7 %



du budget de l'État.

Un budget conséquent chaque année

Le ministère de la Santé, selon la loi des finances, bénéficie d'un budget de 114 milliards de francs CFA en 2025. Il s'agit d'un montant en hausse de 3,6 % par rapport aux 110 milliards de 2024, qui aidera à atteindre l'ambition nationale de garantir un accès universel aux

soins.

Sur cette somme, 63 milliards de francs sont prévus pour l'amélioration des offres de services de santé. Une autre enveloppe de 26 milliards est destinée à la lutte contre des maladies comme le paludisme et la tuberculose. Trois milliards seront utilisés pour les équipements sanitaires et près de 16 milliards de francs iront couvrir les besoins de fonctionnement du ministère. Le pays est sûr que

financer la santé, c'est financer la vie.

Le Togo, en renforçant le socle budgétaire de son système sanitaire, accélère son développement. Derrière les chiffres, il y a des vies préservées, des familles aidées et une espérance de vie prolongée.

Réadaptation inclusive :**79 % DES PERSONNES HANDICAPEES PRISES EN CHARGE AU TOGO**

Au Togo, le handicap n'est plus synonyme d'exclusion. Grâce à une politique sanitaire inclusive et des investissements ciblés, 79 % des personnes vivant avec un handicap ont bénéficié d'une prise en charge en réadaptation physique en 2021 — un taux qui devrait atteindre 88 % d'ici 2027. Prothèses, orthèses, physiothérapie, accompagnement psychosocial : une chaîne de soins structurée redonne mobilité, dignité et autonomie à des milliers de citoyens. Le pays affirme ainsi sa volonté de bâtir une société plus juste, où chaque capacité compte et chaque vie mérite d'être pleinement vécue.

La réadaptation physique était perçue comme un domaine marginal. Elle s'impose désormais comme une composante essentielle du système de santé togolais. Des centres spécialisés, appuyés par des équipes pluridisciplinaires, œuvrent chaque jour à redonner mobilité, dignité et confiance à des milliers de patients.

Qu'il s'agisse de prothèses, d'orthèses, de physiothérapie ou d'accompagnement psychosocial, la chaîne de soins s'est structurée et professionnalisée pour répondre à des besoins croissants. Le gouvernement, à travers le ministère de la Santé, de l'Hygiène publique et de l'Accès universel

aux soins, fait de la réadaptation physique son combat.

Des investissements conséquents sont ainsi consentis pour équiper les centres régionaux, former les techniciens et rendre les soins accessibles, même dans les zones rurales. Cette politique porte ses fruits : la proportion de personnes handicapées bénéficiant d'une prise en charge effective n'a jamais été aussi élevée.

Le handicap n'est pas une fatalité

Le Plan national de développement sanitaire (PNDS 2023-2027) voit les choses en grand. Déjà, il reconnaît que les capacités de prise en charge des maladies et conditions de santé, notamment en ce qui concerne la santé oculaire et le handicap physique, sont renforcées.

Selon le rapport, le pourcentage de personnes vivant avec un handicap, qui sont prises en charge en réadaptation physique, était de 79 % en 2021. Jusqu'en 2027, période à laquelle le PNDS est censé arriver à sa fin, ce taux devrait monter à 88,0 % selon la prévision.

Au niveau des yeux, où les personnes âgées sont d'habitude les plus touchées, selon le Programme national de lutte contre la cécité (PNLC), le taux



de chirurgie de la cataracte pour 1 000 000 d'habitants est de 1 153 en 2021, avec une cible de 1 500 d'ici 2027.

Les patients heureux

Dans les centres de rééducation, les témoignages foisonnent. Des enfants atteints de paralysie cérébrale réapprennent à marcher, des victimes d'accidents retrouvent leur autonomie, des personnes amputées renouent avec une

vie active grâce à des prothèses modernes fabriquées sur place.

Au-delà de la dimension médicale, c'est une véritable renaissance sociale qui s'opère. Cette réussite repose sur une approche globale : diagnostic précoce, accompagnement médical, soutien psychologique, formation à la vie autonome et insertion socioprofessionnelle de plus en plus assurée sur demande du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé.

L'accent mis sur la proximité permet de briser les barrières d'accès aux soins et de réduire la stigmatisation. Cet élan s'inscrit dans la vision nationale de développement humain durable, favorisant l'autonomie des personnes vivant avec un handicap, dont les capacités étaient souvent sous-estimées, pourtant essentielles au progrès collectif.

Togoreveil

Africube
LE BON GOÛT
DE CHEZ NOUS!
Le 1^{er} bouillon
100% naturel
100% local
WWW.AFRICUBE.TG



HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL
ET DE LA COMMUNICATION

HAAC

République Togolaise
Travail-Liberté-Patrie

COMMUNIQUE DE LA HAAC : N° 018/HAAC/25/P

Par communiqués n° 091/HAAC/P/23 en date du 25 septembre 2023 et n°02/HAAC/24/P en date du 19 janvier 2024, la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) rappelait aux responsables des organes de presse écrite et en ligne, détenteurs de récépissés ou d'autorisation, l'obligation de mention sur leurs publications ou sites des prescriptions professionnelles, notamment l'ours, le numéro du récépissé ainsi que l'adresse du site avec domaine en « .tg ».

A ce jour, la HAAC constate que ces dispositions ne sont toujours pas respectées par certains organes de presse. A cet effet, toute publication ne comportant pas les informations requises sera rejetée et le récépissé ou autorisation retiré.

Le Président de la HAAC compte sur la responsabilité des directeurs de publication pour une presse plus professionnelle.

Fait à Lomé, le 29 OCT 2025

Le Président de la HAAC



Pitalounani TELOU

Zone franche togolaise :**PLUS DE 346 MILLIARDS INVESTIS ET 17 000 EMPLOIS CREEES**

La zone franche, vitrine d'attractivité économique, s'affirme depuis des années comme un moteur de transformation industrielle et de création d'emplois, portée par une politique d'investissement voulue et exécutée sur demande du président du Conseil, Faure Gnassingbé. À la croisée des réformes structurelles et des opportunités régionales, le pays trace les contours d'une nouvelle ère fondée sur la compétitivité, la valeur ajoutée locale et la durabilité.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Depuis 2020, 346 milliards de francs CFA ont été investis par les projets agréés en zone franche ou sous le régime du code des investissements au Togo, ce qui a permis de créer environ 5 500 emplois.

Sur place, les opérateurs jouissent d'un environnement souple et facilitateur des affaires. À la fin de l'année 2022, il était indiqué que les entreprises chinoises et coréennes représentaient plus de 64 milliards de francs CFA d'investissements dans la zone franche. Ces chiffres, fournis par l'Agence de promotion des investissements et de la zone franche (Api-ZF), s'ajoutaient aux plus de 3 000 emplois locaux créés par ces entreprises.

S'agissant des entreprises libanaises en zone franche, elles ont réalisé près de 154 milliards

de francs CFA d'investissements depuis leur implantation, créant 8 723 emplois nationaux, selon le même bilan. Un niveau qui prouve le bon travail réalisé par les pouvoirs publics.

Une dynamique explicable

Le bon élan constaté dans la zone franche repose sur un écosystème en pleine mutation : modernisation du cadre réglementaire, incitations fiscales adaptées, simplification des procédures douanières et facilitation des formalités administratives...

Les entreprises installées dans la zone couvrent un éventail de secteurs stratégiques : agroalimentaire, textile, pharmaceutique, plasturgie, logistique, production d'équipements électriques. Les entreprises agréées bénéficient d'exonérations fiscales partielles ou totales sur les droits de douane, l'impôt sur les sociétés et la TVA sur les intrants.

Au-delà des avantages fiscaux, c'est la stabilité et la prévisibilité du cadre réglementaire qui séduisent les investisseurs. En 2021, la zone franche comptait plus de 70 entreprises en activité et 25 autres en cours d'implantation.

La vitalité de la zone franche s'inscrit dans la logique de la Feuille de route gouvernementale



qui fait de l'industrialisation un pilier central de la croissance. La proximité de la Plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA) amplifie d'ailleurs la portée de la zone franche.

Ensemble, ces deux pôles constituent une

synergie industrielle unique, alliant production, logistique et exportation, et plaçant le Togo au centre du commerce régional.

Togoreveil

Crédit moins cher, économie plus forte :**LE TOGO STIMULE L'INVESTISSEMENT ET LA CONSOMMATION**

Au Togo, le coût moyen du crédit est passé de 8 % à 7,5 % en un an, tandis que le taux de dégradation des crédits bancaires a reculé de 7,6 % à 7 %. Pour les micros et moyennes entreprises, les taux d'intérêt ont chuté à 8,5 % et 8 % respectivement. Cette baisse, dans un contexte régional souvent marqué par la hausse des taux, reflète une confiance accrue des banques, une solidité macroéconomique affirmée, et une politique monétaire prudente.

Ce recul du coût du crédit agit comme un multiplicateur économique : il facilite l'investissement productif, stimule la consommation, et libère des marges financières pour les ménages et les entreprises. C'est le signe d'une économie togolaise en confiance, portée par des réformes fiscales, douanières et logistiques, et par une feuille de route gouvernementale qui donne des résultats concrets.

Bonne nouvelle pour les entreprises et les ménages togolais, le coût moyen du crédit est en recul. Ce fléchissement cache une évolution significative dans la dynamique économique nationale. Il traduit non seulement une amélioration des conditions monétaires et financières, mais aussi la confiance croissante des banques et des institutions de microfinance dans la solidité du tissu économique du pays.

La baisse du coût du crédit reflète avant tout une détente dans les



conditions d'emprunt sur le marché national. En clair, il devient moins coûteux pour les particuliers, les entreprises et les institutions d'accéder aux financements bancaires.

Ce recul, dans un contexte régional parfois marqué par la hausse des taux, est un facteur de stabilité. Les établissements bancaires, encouragés par la solidité macroéconomique du pays et la qualité améliorée de leurs portefeuilles, consentent désormais à prêter à des taux plus avantageux. Cette évolution résulte des efforts des autorités à maintenir une politique

monétaire prudente, équilibrée entre la maîtrise de l'inflation et le soutien à la croissance.

Indicateurs positifs

Le taux de dégradation des crédits bancaires, selon les précisions faites par le Conseil national du crédit (CNC) au début du mois d'octobre 2025, est passé de 7,6 % à 7 %.

Le coût du crédit, d'après les calculs, a reculé à 7,5 %. Une année plus tôt, il était question de 8 %. Aussi, en ce qui concerne les taux d'intérêt pour les micros et les moyennes entreprises, ils ont respectivement

baissé à 8,5 % et à 8 %.

Il n'est pas faux qu'un crédit moins cher stimule l'activité économique. Pour les entreprises, cette réduction des taux d'intérêt signifie un accès facilité au financement de l'investissement productif : achat d'équipements, extension d'usines, modernisation des outils de production ou renforcement des capacités de stockage. Les petites et moyennes entreprises (PME), souvent freinées par le coût élevé de l'argent, peuvent désormais envisager des projets plus ambitieux. Du côté des particuliers, l'assouplissement des taux favorise

la consommation, notamment dans les secteurs du logement, de l'automobile ou des services. En réduisant la charge des emprunts, il améliore le pouvoir d'achat et libère des marges financières pour d'autres besoins.

Ainsi, cette baisse du coût du crédit agit comme un multiplicateur économique : elle soutient la demande, encourage la production et crée un environnement plus propice à la croissance.

Le reflet d'une économie togolaise en confiance

La diminution du coût du crédit s'inscrit dans un contexte de croissance soutenue et de discipline budgétaire maîtrisée. L'économie togolaise affiche, depuis plusieurs années, une trajectoire ascendante, avec un taux de croissance supérieur à la moyenne régionale.

Les réformes engagées dans les domaines fiscal, douanier et logistique font par ailleurs leurs effets. Sans oublier la mise en œuvre de la Feuille de route gouvernementale qui fait du bien.

En somme, tout ceci est un reflet de la santé financière du pays. Il traduit une économie solide, des institutions bancaires confiantes et des perspectives d'investissement encourageantes.

Patrick NIMA



MALIM

TCHOUKOUTOU ET AWOULA

Entre Tradition & Modernité




Yas

Mégas Kozoooh

Pour en faire plus et avoir
la possibilité de gagner 200%
de bonus et des smartphones


yas.tg
[#Alèz](https://twitter.com/yas_tg)

250F

250Mo

+100F

375Mo

1 jour

***909*250#**